



## **J.Remy Ngonou condamne fermement le regain du tribalisme et la résurgence du discours interethnique dans l'espace public camerounais.**

Le journaliste Camerounais installé en France, a fait à cet effet un live volumineux sur page Facebook.

### **Nous vous proposons quelques extraits**

*Nous ne sommes plus une nation, nous sommes des groupuscules d'ethnies qui se regardent en chien de faïence. Paul Biya a trouvé un pays qui était en paix. Un pays où les bamiliké embrassaient les Beti, un pays où des Sawa pouvaient être avec des Peuls. Mais aujourd'hui, chaque jour qui passe, c'est toujours des cris de tribalisme*

*Vous avez suivi celle qui aujourd'hui est devenue la chanson du hit-parade : "les Bamiliké ont pris des terrains aux Beti". C'est mélodramatique dans la mesure où, aucun membre du gouvernement ne fait une sortie pour dire halte! Stop! La haine tribale, a atteint le point maximal. La haine tribale est devenue un véritable poison qui menace l'Etat du Cameroun*

*Oui on a vendu des terrains aux Bamiliké, est-ce vraiment un crime ? Si on considère là où je suis aujourd'hui, en France je viens d'Afrique, mais j'ai une maison. Et ceux-là même, qui*

*demandent aux Bamileke de rentrer chez eux ont des maisons, des appartements ici au pays des blancs. Quand on vend son terrain on n'a plus à venir se plaindre dans les réseaux sociaux. Si les Bamilékés enlèvent leurs biens immobiliers de Yaoundé, elle redeviendra un village avec quelques bars à un véritable sursaut patriotique.*

### ***Absence de Paul Biya et alternance au sommet del'Etat***

*Les autres peuples qui ont même les présidents en santé sont dehors pour réclamer le mieux-être. Regarder le peuple malien. C'est une façon d'appeler le peuple camerounais. Il n'y a pas seulement la responsabilité de l'opposition, mais aussi des syndicats, de la société civile, les leaders d'opinion . L'absence de Paul Biya aujourd'hui au sommet des chefs d'Etat de la CEEAC, où il se fait représenter par Dion Nguté, quelqu'un qui n'a jamais été élu est une entorse à notre constitution*